



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 18 novembre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAARSTAHL RAIL

164 rue du Maréchal Foch
57700 Hayange

Références : HAYANGE_SAARSTAHL-RAIL_2024-11-12_RAPVI_CPE_00673
Code AIOT : 0006201358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 octobre 2024 dans l'établissement SAARSTAHL RAIL implanté 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 - 57700 Hayange. L'inspection a été annoncée le 8 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action collective régionale dite "suivi des échéances". Elle fait suite à l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/53 du 2 mars 2023 mettant en demeure l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAARSTAHL RAIL
- 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 - 57700 Hayange
- Code AIOT : 0006201358
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

L'établissement Saarstahl Rail est spécialisé dans la fabrication de rails. Cette activité est encadrée notamment par l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société anciennement Corus Rail à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Réexamen IED	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 15/12/2009 modifié article 1.2.1 et Article R. 515-71 partiel du code de l'environnement du 31/10/2024	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Autosurveillance des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/01/2013, article 13 partiel	/	Sans objet
3	Surveillance des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/01/2013, article 8 partiel	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, la mise en demeure susvisée du 2 mars 2023 (constat n°1) peut être levée et l'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois le dossier de réexamen IED. Les autres points contrôlés n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 02/05/2023
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 19 mai 2022, l'inspection avait constaté que les plans et synoptiques des réseaux d'eau du site ne comportaient pas l'ensemble des éléments précités. Lors de la présente visite, l'inspection a constaté sur le plan des réseaux sanitaires et les synoptiques réseaux d'eau filtrée (EF), eau potable (EP), haute pression (HP) et des pompes d'épuisement (PE) mis à jour le 22 mars 2023 les éléments précités à l'article 4.2.2. de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009.

La mise en demeure du 2 mars 2023 peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Autosurveillance des rejets d'eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2013, article 13 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Prescription contrôlée : [...] <p>Transmission des données</p> <p>Les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection en renseignant la base de données nationale dédiée. Ils sont accompagnés des commentaires relatifs aux causes des dépassements des valeurs limites éventuellement constatés, ainsi que des actions correctives mises en place. En cas de dysfonctionnement, les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection par tout autre moyen.</p>
Constats : L'inspection a constaté que la base de données nationale GIDAF a été renseignée pour l'autosurveillance des eaux superficielles pour les mois de septembre 2023 à septembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets d'eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2013, article 8 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur Limite d'Émission (VLE) pour rejet dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

L'effluent final composé de toutes les eaux du site (hors sanitaires) rejeté à la "Vieille Fensch" à la sortie de la rétention post traitement :
[...]
-doit respecter les valeurs limites en concentration suivantes :

Matière en suspension	<20 mg/L
DCO	<90 mg/L
Hydrocarbures	<5 mg/L
Fer	<10 mg/L
Chrome	<0,2 mg/L
Nickel	<0,2 mg/L
Zinc	<2 mg/L
Matières Organiques	<10 mg/L exprimées en NH4+
DB05	<30 mg/L

(valeur quotidienne moyenne d'un échantillon composite sur 24h lié au débit.)
Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse pas le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

L'inspection a constaté sous GIDAF que les résultats saisis mensuellement sont conformes aux

valeurs limites d'émission prescrites par l'article 8 susvisé pour l'ensemble des paramètres au cours des 10 derniers mois. Post-inspection, l'exploitant a transmis la procédure ENVMTN09 mise à jour le 8 novembre 2024 précisant les modalités en cas d'anomalies détectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réexamen IED

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, modifié article 1.2.1, article R. 515-71 partiel du code de l'environnement du 31/10/2024
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE IED
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées tableau non reproduit <u>article R515-71 partiel du code de l'environnement du 31/10/2024</u> I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. [...] La décision d'exécution (UE) 2022/2110 de la commission du 11 octobre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, dans les industries de transformation des métaux ferreux a été publiée au journal officiel le 4 novembre 2022.
Constats : L'installation est visée par le BREF FMP et l'exploitant devait donc, conformément à l'article R.515-71 partiel du code de l'environnement, transmettre un dossier de réexamen IED au préfet avant le 4 novembre 2023. Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté différentes relances auprès de l'INERIS pour que ce dernier réalise le dossier de réexamen mais sans succès. Post-inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande n°412028 validé le 8 novembre 2024 auprès d'un bureau d'études pour la réalisation du dossier de réexamen dans un délai de 3 mois à compter de la signature.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative dans l'immédiat mais demande à l'exploitant de transmettre le dossier de réexamen IED sous 3 mois au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois